



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 16.

SAMEDI, 16 Janvier 1808.

EXTÉRIEUR.

ETATS - UNIS D'AMERIQUE.

Voici la substance du discours de M. Hay, avocat des Etats-Unis, prononcé le 18 août, pour le jugement d'Aaron Burr.

« Dès le commencement de la poursuite dans laquelle nous sommes engagés, on a fait plusieurs observations très-insultantes pour le gouvernement sous lequel nous vivons, et aussi injurieuses pour les sentimens des avocats qui en sont chargés. On a dit, entr'autres, que nous y avions mis un zèle si ardent, qu'il dépassait les limites de la raison et de l'humanité; que nous voulions faire condamner le prisonnier, coupable ou non, et le priver de tous les moyens nécessaires pour sa défense. Je ne sais pas, Messieurs du juré, si cette accusation est parvenue jusqu'à vous, ou si y étant parvenue, elle a produit une impression sérieuse. Dans ce cas-là, il est de mon devoir de la détruire. Mais par quels moyens y parviendrai-je? par des protestations de candeur et de libéralité aussi faciles à faire qu'à oublier? Non, je prouverai la fausseté de cette accusation par la conduite et le cours de la prosécution. Nous sommes arrivés au moment le plus critique de nos recherches, d'où dépend la vie d'un homme et d'un concitoyen qui jadis possédait l'eslime de son pays. On a avancé que la perte de sa vie était demandée par les lois et la justice du pays. Il est de mon devoir de soutenir cette accusation; mais je ne le ferai que par des faits que je crois vrais, et des argumens qui ont produit ma propre conviction.

« Le prisonnier est accusé de trahison, pour avoir préparé la guerre contre les Etats-Unis. Il a répondu qu'il n'était pas coupable. C'est un devoir sacré pour vous de prononcer sur la validité de cette déclaration, et vous avez juré de prononcer sur les faits seuls. Si vous sentez les obligations de votre serment, mes avis sont superflus. Vous éloignerez de votre esprit les préventions, les bruits étrangers et les préjugés politiques. Vous examinerez l'affaire avec candeur et avec la ferme résolution de décider entre les Etats-Unis et Aaron Burr. Si, après un examen mûr et réfléchi des preuves, tel que le demande l'importance du sujet, vous doutez s'il est coupable, vous devez prononcer qu'il ne l'est pas. Tel est le langage de la loi et des suggestions du bon sens. Mais il y a une distinction que j'ai entendue dans la bouche de quelques-uns des jurés, qui me paraît être une distinction sans en être une, et fondée seulement sur la sottise et la perversité. Je les ai entendu dire qu'ils pourraient, comme individus, être convaincus du crime du prisonnier, sans l'être comme hommes; ceci est une erreur. Je puis concevoir qu'un juré ait une opinion fondée sur ce qu'il a entendu dans le monde, sans que des preuves légales lui en garantissent la justesse; mais si après que l'évidence lui est soumise, il croit que le prisonnier a commis le crime dont on l'accuse, il est alors criminel lui-même envers son pays et son Dieu, s'il ne le déclare pas coupable.

« L'accusation dont il s'agit contient deux points. Le premier accuse le prisonnier de s'être mis en état de guerre sur l'île de Blannerhasset. Le second contient la même accusation, et ajoute qu'afin de se préparer à la guerre plus efficacement, le prisonnier avait descendu l'Ohio et le Mississippi avec une force armée pour prendre possession de la Nouvelle-Orléans. Si l'une de ces deux accusations est prouvée par des témoignages suffisans, vous devez le déclarer coupable.

« En Angleterre, il y a jusqu'à dix espèces différentes de trahison; du moins il en était ainsi du tems de Blackstone, et peut-être a-t-on depuis augmenté le catalogue; mais chez nous, il n'y en a que deux qui sont définies par la constitution, desorte qu'il est impossible à la législature d'en augmenter le nombre, quelque nécessaire qu'elle jugéât une telle augmentation. La troisième section du troisième article de la constitution des Etats-Unis porte: « la trahison contre les Etats-Unis consiste à préparer la guerre contre eux, ou à se joindre à leurs ennemis en leur fournissant des secours. » Il est inutile de parler du dernier genre de trahison, puisque l'offense portée dans l'acte d'accusation est d'avoir préparé la guerre contre les Etats-Unis. Cette offense étant ainsi définie par la constitution, la seule question à ce période de la procédure,

c'est de déterminer ce qui constitue le début des préparations de guerre contre les Etats-Unis. (*Overt act of Levying War against the U. S.*)

« Il est sensible pour tout le monde qu'il y a un intervalle immense entre les premiers mouvemens d'une trahison et le commencement des hostilités. Il peut exister une conspiration de se préparer à la guerre, sans trahison. Un certain nombre d'individus peut s'assembler pour aviser aux moyens d'assembler des troupes, sans qu'il y ait encore trahison. Ils peuvent aller plus loin. Ils peuvent non seulement avoir le dessein de se préparer à la guerre, mais ils peuvent même commencer à lever des troupes sans que le crime de trahison existe. Il a même été décidé par la cour suprême des Etats-Unis que les conspirateurs peuvent aller encore plus loin; les individus peuvent se rendre séparément à un lieu convenu et rester nonobstant en-deçà de la ligne de trahison. Mais, Messieurs, le sens commun et les principes fondés sur des considérations de salut public, demandent évidemment que le crime de trahison soit déclaré complet avant qu'aucun acte d'hostilité ait été commis contre le gouvernement. S'il faut que des hostilités soient commises, quelle sera la conséquence? Qu'un homme ne mettra la main à l'œuvre que quand il sera assez fort pour se moquer de toutes nos définitions de trahison. Il n'entreprendra rien qu'il ne soit en état de donner effet à ses coups et de défier le gouvernement. Quel est donc le point où l'on peut regarder la conspiration de trahison comme arrivée à son période de maturité? Je réponds: quand il y a un rassemblement d'hommes réunis à l'effet d'employer la force pour exécuter un projet de trahison, et que cette force doit être employée avant qu'ils se séparent. La réponse que je donne, sans être littéralement, est en substance la même que celle donnée par la cour suprême des Etats-Unis, et je la donne d'après ce que je crois être l'esprit de cette décision. Dans l'opinion de cette cour, donnée par le premier juge dans les procès de Bollman et de Swartwout se trouvent les expressions suivantes: « La cour ne prétend pas dire qu'un individu ne peut être coupable de ce crime sans s'être montré en armes contre son pays. Au contraire, la guerre étant une fois commencée, c'est-à-dire, un certain nombre d'hommes rassemblés à l'effet d'employer la force pour exécuter un projet de trahison, tous ceux qui y concourent, quoique faiblement et loin du lieu de l'action, et qui sont liés dans la conspiration générale, doivent être considérés comme des traîtres. » Ainsi donc si l'on s'est mis en état de guerre de cette façon, tous ceux qui y ont eu part doivent être regardés comme traîtres. La même idée est répétée dix ou quinze fois dans la même décision. « Pour que le crime de méditer la guerre contre les Etats-Unis soit consommé, il faut qu'il y ait un rassemblement d'hommes à l'effet d'exécuter un projet de trahison. » Dans un autre endroit: « Dans le cas dont il s'agit, si le dessein de détruire par la force le gouvernement des Etats-Unis à la Nouvelle-Orléans avait été exécuté, c'eût été un crime de trahison, et un assemblage d'hommes avec l'intention de l'exécuter deviendrait une préparation de guerre contre les Etats-Unis; mais la simple intention, et même le recrutement d'hommes pour cet objet, n'équivaldraient pas à une déclaration de guerre. » D'après cette définition, si l'accusé et ses associés s'étaient rassemblés pour attaquer la Nouvelle-Orléans et la séparer de l'union, quand même on n'aurait pas employé la force, et qu'il n'y aurait point eu d'engagement, ils seraient coupables de crime de trahison. La même idée se présente dans les passages suivans: « Il n'est pas nécessaire que toute l'armée soit rassemblée et que les différentes parties qui doivent la composer soient combinées, mais il faut qu'il y ait eu un rassemblement. » « La rencontre de plusieurs corps et leur marche de différens points au lieu de rendez-vous général serait ce rassemblement. » Il me paraît donc que je suis autorisé par la décision solennelle de ce tribunal suprême à répondre ainsi que j'ai fait. Peut-être, Messieurs, qu'en vous exposant cette affaire j'y ai mis plus de tems que vous ne le croyez nécessaire, mais vous devez m'excuser. La justice envers l'accusé demande que j'expose franchement les bases sur lesquelles cette accusation sera appuyée, afin que le conseil se prépare.

« Je dois déclarer mes raisons pour avoir omis deux circonstances, dans cette définition de *se mettre en état de guerre*, que les avocats du prisonnier peuvent considérer comme des points

essentiels pour le crime de trahison. Je n'ai point parlé d'armes, ni de l'emploi d'aucune force pour effectuer le projet criminel. Je ne l'ai pas fait, parce que je ne crois aucune de ces circonstances nécessaires d'après la constitution et les lois du pays.

« Sur le premier point, je ferai peu d'observations. Avant de vous satisfaire sur la convenance légale de cette omission, permettez-moi de la présenter sur les principes du sens commun. Il est vrai que ces principes ne sont pas toujours consultés dans les contentions litigieuses; mais il est à regretter que dans beaucoup ils ne le soient pas. Au lieu donc de présenter cette question comme des avocats et des juges, examinons-la sur les principes du sens commun et de la politique nationale. — Il n'est pas nécessaire que des hommes aient les armes à la main pour qu'ils soient des traîtres. Le crime de trahison peut être accompli sans qu'il y ait eu un canon ou même un canif d'employé pour le commettre. Il fut un tems où il existait 10,000 fusils au Capitole. Supposons que 5 ou 10,000 individus se fussent rassemblés à quelques milles de la ville, avec le dessein prémédité de marcher sur le Capitole, de s'emparer des armes, de disperser notre législature et d'usurper le gouvernement. Supposons que la cavalerie et l'infanterie de cette ville eussent pris les armes pour disperser ces hommes, avant qu'ils aient pu exécuter leurs intentions criminelles. On marche: et les conspirateurs sentant qu'ils sont coupables, fuient de tous côtés à l'approche de nos volontaires. Dira-t-on que ces hommes ne sont pas des traîtres? Maintenant supposons qu'un nombre d'individus ait dû s'assembler sur l'île de Blannerhasset; nous supposons qu'ils n'avaient point d'armes (ce que je ne crois pas exact.) Ils se proposaient de descendre l'Ohio et le Mississippi, pour s'emparer de la Nouvelle-Orléans, comptant rencontrer leur chef à l'embouchure de la rivière Cumberland, et recevoir à Bâton-Rouge des armes du ministre d'Espagne. Ne seront-ils pas coupables, bien qu'ils fussent sans armes? Ne serait-il pas absurde de dire que le moment après qu'ils auront eu les armes à la main, ils étaient des traîtres, et que le moment avant, ils ne l'étaient pas? La cour suprême a donné une opinion exacte à ce sujet, quand, dans un passage, elle a passé sous silence la possession d'armes, et que dans un autre, si je ne me trompe, elle l'a expressément rejetée. Si ce point n'était pas décidé de cette manière, quelle serait la conséquence? que les conspirateurs ne toucheraient leurs armes qu'au moment de frapper; ils les auraient à leur portée, mais ils se donneraient bien de garde de les toucher avant que tout fût prêt. Ainsi donc, d'après les principes du sens commun, il n'est pas nécessaire qu'ils aient des armes pour être coupables de trahison. Que dit la loi? Dans l'affaire décidée par la cour suprême, vous ne trouverez point la moindre allusion quant à la nécessité que les conspirateurs aient des armes. Dans le procès de Fries, p. 267, ce sujet a été particulièrement décidé, et mon opinion est conforme à celle d'un des juges des Etats-Unis (Juge Chase.) Il est aussi à remarquer que le même principe a été accordé par l'avocat pour l'accusé (M. Dallas), dont l'opinion n'est certainement point une autorité pour vous dans l'occasion présente, mais prouve à-peu-près que la loi était contre lui.

« Il y a en Angleterre un statut passé dans la 25^e année du règne d'Edward III, qui définit la trahison dans les mêmes mots que notre constitution. Ce statut déclare que *se mettre en état de guerre* contre le roi, est trahison. Maintenant quand les auteurs de notre constitution, dont plusieurs étaient des avocats distingués, ont jugé devoir définir le crime de trahison dans les mêmes mots dont on s'était servi si souvent, et qui, si souvent, avaient été discutés et décidés, n'est-il pas presumable qu'on doit leur donner le même sens qu'en Angleterre? L'observation d'un juge éclairé de la cour des Etats-Unis, confirme cette remarque (Fries trial, p. 167.) Je prie le juré de croire que mon intention, en parlant de la loi anglaise, est seulement de montrer que la décision de la cour suprême à ce sujet n'est ni une innovation, ni une nouvelle doctrine, mais une contre-partie exacte des autorités anglaises. Pour prouver ce que j'avance, je m'en référerai à Foister, p. 208, où il déclare qu'il peut y avoir trahison, c'est-à-dire, préparation de guerre contre son pays, sans armes, et que la question est le *quo animo* avec lequel la chose a été faite, si c'est pour exécuter un plan de trahison. Cette opinion du juge Foister est rapportée dans East, v. 1, p. 67, qui en approuve

le sens, et pense que les armes et accou-
rrements militaires ne sont pas nécessaires pour
constituer la trahison. Je suis entré dans la fa-
tigante examination de ce point, quoiqu'elle
ne parût pas nécessaire, puisque nos cours de
justice ont déclaré, en termes trop clairs pour
qu'on puisse s'y tromper, que le simple rassem-
blement d'hommes est nécessaire; et parce que
les hommes réunis à l'île de Blannerhassett, étaient
en effet armés offensivement et défensivement.
C'est maintenant à vous, Messieurs du jury, de
décider si j'ai réussi à prouver que j'avais pu
omettre les armes dans ma définition de la
trahison.

J'ai omis aussi de dire si les personnes rassem-
blées ont commis aucune hostilité ou employé la
force. Je prétends qu'il n'est pas nécessaire qu'il
y ait eu un engagement, ou qu'ils aient commis
aucun acte de violence. Peut-être les avocats de
l'accusé peuvent dire (ce que j'ai peine à croire),
qu'il faut qu'il y ait eu des armes et l'emploi
de la force. Mais si telle est leur opinion, con-
sidérez à combien de difficultés les expose leur
nouvelle doctrine. Si 10,000 hommes armés se
dirigeaient sur Washington, afin de s'emparer de
la capitale des Etats-Unis, renvoyer le président
à Monticello, et chasser le congrès du lieu de
ses séances; ces gens-là sont innocents puisqu'ils
n'ont encore rien entrepris. On ne leur offre au-
cune résistance; le gouvernement effrayé fuit;
mais il n'y a pas de trahison. La doctrine qui exi-
gerait que la force, l'existence et l'emploi seuls
d'armes constituassent la trahison, serait éminem-
ment dangereuse. Des traités réunis pour faire
des lois en leur faveur, n'adopteraient point
d'autre principe; car s'ils n'étaient traités qu'a-
près avoir agi, ils seraient en sorte de n'agir qu'à
propos. Je soutiens que mon opinion est évi-
demment confirmée par la décision de la cour
suprême. Il n'y a pas un mot qui exige que la
force ou la violence existe pour qu'il y ait trahison.

Il serait possible que les défenseurs fussent dis-
posés à se prévaloir d'une opinion donnée par les
juges Chase et Peters dans le procès de Fries,
p. 197, et je dois avouer qu'elle contient cer-
taines expressions qui paraissent s'accorder avec
leur doctrine. Mais s'il en était ainsi, il faudrait
se rappeler que l'opinion d'aucune cour ne peut
être opposée à celle de la cour suprême. On
doit aussi se rappeler que leur opinion sur ce
sujet était extra-judiciaire; j'entends par ce mot
qu'il n'était pas nécessaire que ce point fût dé-
cidé par la cour pour l'affaire qui leur était sou-
mise. La question qui lui était proposée n'était
pas, si la force était nécessaire pour qu'il y eût
trahison; car dans l'affaire de Fries, la force
avait été employée. Il s'agissait d'une résistance
armée aux lois des Etats-Unis. Or, l'opinion
d'aucune cour n'est considérée comme une au-
torité qu'autant qu'elle porte sur le sujet même
alors devant elle. En la lisant avec intention,
on verra aussi que l'opinion du juge Chase n'est
pas conséquente. Dans sa définition de la trahison
(procès de Fries), il dit expressément que « toute
insurrection ou soulèvement d'une partie des
citoyens des Etats-Unis, pour obtenir de force
un objet d'une grande importance nationale,
est un acte de guerre contre les Etats-Unis,
d'après la teneur de la constitution. » Par ces
paroles, il exclut, ainsi que moi, les armes et
l'emploi de la force. Dans la page suivante, il
dit expressément que les armes, etc., ne sont
pas nécessaires pour qu'il y ait trahison. Et ce-
pendant dans le cours de la même opinion, il
semble croire qu'il faut qu'il y ait eu l'emploi de la
force pour rendre le crime légalement complet. Les
idées du juge Peters sur ce sujet sont aussi peu
conséquentes entr'elles. Le fait est qu'ils ne se
sont pas expliqués sur ce sujet avec la même
précision que si la question leur eût été présentée
comme elle l'a été à la cour suprême, etc. Ici...

L'expression *se mettre en état de guerre*
(levying war) ne présente point à l'imagination
une idée claire et précise comme ceux-ci : *tuer
un homme, voler un cheval*. Si l'on demandait
séparément à chaque individu ici présent, ce
que c'est que *se mettre en état de guerre contre
les Etats-Unis*, il y aurait peut-être autant d'opi-
nions que d'hommes, après avoir long-temps ré-
fléchi. Il est donc nécessaire que les cours de
justice fixent la signification de ces mots. Ce
sont elles qui doivent le faire; et elles ont rempli
leur devoir en donnant la définition que j'adopte.

Si l'on regarde la loi ainsi expliquée par la
cour suprême comme une trahison tirée de consé-
quences forcées (constructive), on doit conclure
ou que les juges ne doivent pas émettre d'opinion
sur la constitution lorsqu'elle parle sur ce sujet,
ce qui est absurde et illégal, et peut produire
tous les dangers de l'incertitude sur les points
les plus importants de la loi, en laissant tout à
la décision des jurys; ou bien que l'opinion de
la cour suprême est erronée. Je doute que le
conseil du prisonnier entreprenne de défendre ma
dernière conclusion.

Si cependant ils l'entreprennent, s'ils soutien-
nent que des hommes assemblés avec un dessein
dangereux n'est pas suffisant, mais que les hos-
tilités doivent être commencées et la force employée,
pour que la trahison existe, la constitution est
un acte inutile. Nul homme ne peut être regardé
comme un traître, à moins qu'il n'ait montré
par ses attentats, qu'il est ou se regarde hors
de l'atteinte de la loi. Il ne s'agit donc plus que
d'une question de force, et il importe peu quelle
sera la définition de la trahison, avant que les
armes aient décidé quel parti la donnera.

Peut-être dira-t-on que la décision de la cour
suprême n'est pas bien entendue. Je puis me
tromper dans ma manière de l'exposer; mais alors
il est inutile de consulter les recueils de pro-
cédure, pour obtenir des preuves. Le langage
employé par la cour est remarquable pour sa pré-
cision et sa clarté. Par-tout les idées sont par-
faitement conséquentes, et il est impossible de
trouver, depuis le commencement jusqu'à la fin,
une phrase ou un mot qui signifie que rien de
plus soit nécessaire, pour que la trahison soit
parfaite, qu'un rassemblement d'hommes avec
l'intention d'exécuter un projet criminel.

Je supposerai donc que la décision de la cour
suprême est la loi du pays; et que la trahison
est complète, lorsqu'il y a un rassemblement
d'hommes dont le but est d'accomplir un projet
criminel. Il faut donc que la prosécution montre
d'abord qu'il y a eu un projet criminel, et en-
suite qu'il y a eu un rassemblement pour l'exé-
cution.

On vous prouvera que le dessein du prison-
nier était, non-seulement de faire la guerre aux
possessions espagnoles, mais de séparer les Etats
occidentaux de l'Union; à cet effet, on devait
s'emparer de la Nouvelle-Orléans, et y établir
un gouvernement indépendant. L'évidence vous
prouvera que s'il prenait possession de la Nouvelle-
Orléans, c'était pour y exécuter le peuple à l'insur-
rection, et prôner de l'insurrection que l'on avait
à l'ouest des Alleghany contre les Espagnols.
Si l'un ou l'autre est prouvé; si l'on démontre
que son dessein était de démembrer l'Union,
ou, après avoir saisi la Nouvelle-Orléans, d'en-
vahir les provinces espagnoles; bref, si l'on peut
prouver qu'il voulait s'emparer de la Nouvelle-
Orléans, il est complètement coupable de tra-
hison. Il serait ridicule de supposer qu'un homme
qui avait formé un plan aussi immense, a beaucoup
de confidens. Mais il s'est ouvert à quelques-uns,
et heureusement pour nous, les preuves de son
dessein ont été données à notre gouvernement.
Je soumettrai à votre examination, Messieurs du
jury, les preuves les plus positives, ainsi que
des circonstances nombreuses et conclusives, pour
établir l'existence du plan.

Afin d'établir un Empire dans l'Ouest, dont
la Nouvelle-Orléans devait être la capitale, il visita
deux fois les pays occidentaux. Il alla dans le
Kentucky et le Tennessee, et par un long cir-
cuit arriva à la Nouvelle-Orléans. Par-tout où il
alla, il parla avec mépris du gouvernement pour
avancer l'accomplissement de ses desseins. Il le
peignit comme manquant de l'énergie nécessaire
pour soutenir les droits de la nation, et de courage
pour faire respecter notre caractère national; il
prétendit que tous les individus riches et influents
étaient mécontents de ses mesures, parce qu'ils
ne se trouvaient pas dans la situation à laquelle
ils croyaient avoir droit; qu'avec 500 hommes
il accomplirait une révolution au moyen de laquelle
il renverrait le président à Monticello, effraierait
le congrès, et s'emparerait du gouvernement;
et que le peuple était si indifférent et connais-
sait si peu ses droits, était si entièrement dé-
pourvu de caractère et d'un chef capable, qu'il
serait assez bas pour applaudir à la révolution.
C'est ainsi qu'il parlait du gouvernement et du
peuple. Il s'adressait différemment aux habitants
de l'Ouest. Il leur représentait qu'ils étaient dans
la dépendance des Etats de l'Atlantique comme
s'ils en étaient des colonies, et qu'ils leur payaient
annuellement des millions qui ne leur rentraient
sous aucune forme. On leur dit qu'une scission
était nécessaire et aurait indubitablement lieu,
non par le cours naturel des choses, mais par
le résultat d'événements particuliers; que le sort
de la république était fixé, et qu'avant deux ans
ils la verraient en ruines. Grâces à Dieu, cette
prédiction ne s'est pas accomplie, et nos neveux
le béniront de ne pas les rendre témoins de sa
réalisation. Tels sont les sentimens qu'il avoua
et qu'il chercha à répandre, quoiqu'il prétendit
à cette époque que ses vues étaient simplement
tournées vers l'agriculture. Il ne se contenta pas
de les afficher dans sa conversation, ces senti-
mens dangereux, car un de ses prosélytes publia
un papier dont le but était de mécontenter le
peuple et de le préparer à la révolte.

Pour réussir dans ses projets, au commence-
ment de l'été de 1806 on recruta des hommes,
on construisit des bateaux sur l'Ohio, on acheta
des provisions en grande quantité, et l'on se
manif d'armes et de munitions. Quelques-uns

des associés (environ quarante) s'assemblerent
armés à l'île de Blannerhassett, pour descendre
la rivière. Burr n'y était pas alors. Il était parti
peu de tems auparavant; il comptait revenir;
mais on lui conseilla de ne pas le faire. Sa pré-
sence cependant était inutile. Un homme peut
préparer la guerre (levy war) à mille lieues de
distance; et nous pouvons en avoir la preuve
avant peu. Mais ce principe a été suffisamment
établi par la décision de la cour suprême: « Si
effectivement la guerre a été préparée (levied),
tous ceux qui y ont eu part, *quelqu'éloignés*
qu'ils fussent, et qui étaient joints à la cons-
piration générale, doivent être regardés comme
des traîtres. » — C'est le rassemblement d'hom-
mes qui constitue l'acte décidé (overt act) de
trahison, et c'est là-dessus que nous établissons
nos preuves. Les troupes rassemblées sur l'île,
voyant que le voisinage était alarmé, et que les
milices du comté de Wood les menaçaient,
s'échaperent précipitamment pendant la nuit avec
Blannerhassett, et descendirent l'Ohio jusqu'à l'em-
bouchure de la rivière Cumberland, où Burr
les joignit avec une petite force et prit le com-
mandement général. Alors le nombre monta à
plus de cent. Ils descendirent le Mississippi jus-
qu'à un lieu appelé Dayou-Pierre, dans le voi-
sinage de Natchoz, sous la conduite de Burr
et Blannerhassett. C'est là que M. Burr apprit
que ses projets seraient détruits par les efforts
du commandant en chef; que sa lettre chiffrée
avait été montrée au président, et c'est là qu'il
exprima à une autre personne son étonnement
et son indignation de se voir ainsi *trahi*. Voyant
que tous ses plans étaient renversés, il entra dans
une espee de capitulation avec Cowles Meade
(governor of Mississippi), fut sommé de com-
paraître devant le tribunal de Natchoz, parut,
dit-on, sans l'aveu de la cour, et fut arrêté dans
sa suite par Perkins.

On vous prouvera par des témoignages cer-
tains que l'établissement sur les bords de la Ou-
achita était le voile dont il couvrait ses desseins
et ceux de ses satellites. Nous n'avons, il est
vrai, aucune preuve quant à son droit sur ces
terres; mais le secret et la retenue la plus pro-
fonde existent là-dessus. Il disait publiquement,
et à ceux qu'il n'avait pas pu séduire, que son
projet était de s'établir sur la Ouachita; à d'au-
tres, il laissait entrevoir que la guerre appro-
chait entre l'Espagne et les Etats-Unis, et que
l'expédition avait pour but les colonies espa-
gnoles. Ses expressions changeaient continuelle-
ment, selon le caractère de ceux à qui il s'ad-
dressait. Très-peu obtinrent la confiance de son
véritable dessein; mais on fit comprendre à tous
qu'il s'agissait d'une vaste entreprise; qu'elle était
juste et honorable, connue et approuvée par le
gouvernement, et qu'on comptait que l'armée y
coopérerait; qu'elle menerait à la fortune; et
que lorsqu'il en serait tems, on en serait ins-
truit. Ce tems n'arriva pas. A l'île de Blanner-
hassett, il n'était pas encore tems; et quand on
parvint à l'embouchure de la Cumberland, quel-
ques hommes entreprenans, mais qui ne vou-
laient pas agir contre les lois de leur pays, de-
sirent être instruits de ce projet; on leur ré-
péta que le tems n'était pas encore venu. C'est
ainsi que des gens simples furent entraînés loin
de leurs foyers, espérant toujours qu'ils appren-
draient quel était le plan; la promesse qui leur
fut faite à ce sujet ne fut jamais tenue. Il en
est résulté, que lorsque M. Burr a été arrêté,
il a fallu qu'ils retournassent chez eux comme
ils purent.

Quelque chimérique que puisse paraître ce
projet, une seule chose a manqué à sa réussite:
la coopération du commandant en chef. Si le gé-
néral Wilkinson avait agi comme quelques-uns
l'ont dit; si au lieu d'agir comme un patriote,
il s'était montré un traître, qu'en serait-il ré-
sulté? La guerre civile aurait ravagé l'Ouest,
tandis que nos côtes auraient été dévastées et
attaquées par un insolent ennemi qui aurait tiré
parti de nos divisions intérieures. La vigilance et
la pureté du général en chef nous ont sauvé de
cette calamité, du moins de celle qui menaçait
l'Ouest. Il m'importe peu comment on interprétera
mes paroles; mais j'oserai dire que depuis la
naissance de la constitution fédérale, nul n'a eu
plus de pouvoir, et ne s'en est mieux servi pour
être utile à son pays que le général Wilkinson en
renversant ce complot, et cependant, pour le
récompenser de ce service, il a été censuré,
injuré et dénoncé comme s'il eût été l'un de
ses défenseurs.

Il est hors des formes d'anticiper sur la dé-
fense; mais le prisonnier lui-même a dit quand
on l'a examiné, que son plan était paisible et
agriculteur. Si cette assertion est encore répé-
tée, il sera facile de prouver sa fausseté par un
grand nombre de circonstances. Je suis trop fati-
gué maintenant pour les donner; mais s'il est
nécessaire, je le ferai par la suite.

Je vous ai observé que vous deviez faire vos
recherches avec calme et impartialité; j'espère
que vous y joindrez de la fermeté. Vous devez

Du 11 janvier.

examiner et décider la question dont il s'agit sur les mêmes principes que si le prisonnier était le dernier particulier de l'Etat. Il est vrai qu'il a été vice-président des Etats-Unis, le second magistrat de la république et, peut-être, le second dans la confiance du peuple; qu'il a des talents et une fermeté qui, dans la crise qui s'approche, auraient pu être employés honorablement pour lui et utilement pour son pays. Ces circonstances aggravent son crime au lieu de l'atténuer. Il n'arrive pas souvent, du moins dans les autres parties du Monde, que les lois agissent sur un homme de sa classe. Lord George Gordon, misérable fanatique, fut acquitté, tandis que dix-neuf malheureux qu'il avait séduits furent pendus et subirent la peine due à ses crimes. Messieurs du Jury, je vous invite à fermer les yeux sur de telles distinctions dans ce pays d'égalité; d'être impartial envers tous et de donner votre décision sur les preuves qui vous seront soumises.

ANGLETERRE.

Londres, le 8 janvier.

Fonds publics. — Trois pour cent réduits, 63 $\frac{3}{4}$. — Consol. 62 $\frac{1}{2}$, 63 $\frac{1}{2}$. — Omnium, 1 $\frac{1}{2}$.

Nous avons reçu les papiers de New-York, du 10 du mois de décembre, et ceux de Philadelphie, du 11. Ils contiennent un nouvel exemple de la presse exercée par nos croiseurs sur des vaisseaux américains, et cette circonstance va être la source de nouvelles plaintes et de nouveaux griefs contre nous. Un article du journal de Philadelphie porte « que le vaisseau de S. M., le *Chichester*, pressa, le 14 de juin dernier, à bord du vaisseau de guerre américain le *Royal-Sovereign*, la plupart des officiers qui s'y trouvaient et 22 matelots, tous américains de naissance, et les emmena à l'île de Cuba après les avoir enlevés; et que, les ayant forcés de faire partie d'une expédition qu'on avait préparée contre Baracoa, le *Chichester* fut obligé de les ramener à la Jamaïque, parce que l'expédition avait manqué, et qu'un détachement de milice de Teyrery était même tombé entre les mains des Espagnols. » Telle est la teneur de l'article des papiers américains qui parlent de cette affaire: ils ajoutent beaucoup de détails sur l'activité des préparatifs de défense qui se font en Amérique, et sur l'esprit d'indignation qui anime en général les Américains contre l'Angleterre.

(Morning-Post.)

Du 9 janvier.

Fonds publics. — Trois pour cent cons., pour l'ouverture, 64 $\frac{3}{4}$, 65, 64 $\frac{1}{2}$. — Trois pour cent réduits, 63 $\frac{3}{4}$, 64 $\frac{1}{2}$. — Omnium, 2 $\frac{1}{2}$.

Les dividendes de Noël ont été payés jeudi et hier aux banquiers et aux marchands: le paiement sera continué aujourd'hui. La grande quantité d'argent que cette circonstance a mis sur la place, doit être considérée comme la principale et peut-être la seule cause de la hausse qu'ont éprouvée les fonds publics.

Le vaisseau l'*Acorn*, commandé par le capitaine Critchett, a été pris dans son passage d'Opporto en Angleterre, et a été reconduit en Espagne. Le capitaine susdit est parvenu à s'échapper de sa personne, mais son vaisseau et sa cargaison sont restés au pouvoir de l'ennemi. C'est par lui qu'on a su les détails de l'entrée des Français dans le Portugal, et des mesures qu'ils ont prises dans ce royaume contre notre commerce.

(Idem.)

Du 10 janvier.

Une assemblée générale des négociants et de tous les marchands du comté d'York est convoquée par des circulaires pour le 19 du présent mois; elle se réunira dans la ville de Leeds, et a pour objet de se concerter pour faire au roi de vives représentations sur la nécessité de conclure la paix, et l'on assure que les comtés de Lancashire, de Durham et de Stafford se proposent de faire des adresses rédigées dans les mêmes vues.

Le comté de Liverpool a déjà fait une pétition semblable. (Independent Whig.)

Fonds publics du 10 janvier. — Trois pour cent consolidés, 63 $\frac{3}{4}$. — Omnium, 2 $\frac{1}{2}$.

L'Amérique continue à se montrer sous un aspect hostile; mais cet aveuglement ne tardera pas à attirer sur elle un châiment signalé: *Quem vult perdere, Jupiter dementat.*

Le projet attribué à Miranda mérite la plus sérieuse attention. Les avantages politiques en sont évidents. Si nous ne pouvons conquérir, nous pouvons du moins diviser; et ces divisions nous vaudraient mieux que des conquêtes. Le commerce exclusif de l'Amérique espagnole et portugaise contrebalancerait les pertes que nous avons faites en Europe et dans les Etats-Unis.

(British-Neptune.)

Fonds publics. — Quatre pour cent consolidés, 81 $\frac{1}{2}$, 82 $\frac{1}{2}$. — Trois pour cent réduits, 63 $\frac{3}{4}$, 64 $\frac{1}{2}$. — Trois pour cent consolidés, 63 $\frac{3}{4}$. — Omnium, 2 $\frac{1}{2}$.

Le lord G. L. Gower vient d'arriver ici de Russie. Le lord Hutchinson, M. Eustace et quelques autres sont à bord du sloop la *Billette*, qu'on attend d'une heure à l'autre.

Le vaisseau marchand l'*Apollon*, qu'on avait laissé partir de Cronstadt, chargé des bagages de lord Gower, a été pris depuis par les Danois; mais la cargaison a été transférée sur un vaisseau neutre, auquel on a permis de l'apporter en Angleterre.

Quelques symptômes d'insurrection se montrent de nouveau en Irlande. Mardi dernier, deux hommes accusés d'avoir voulu exciter des troubles, furent amenés de Drogheda à Dublin, sous la garde de deux messagers d'état. Ils ont été renfermés dans la Tour. Leur extérieur annonce une classe très-supérieure à celle du peuple.

M. Vick, messenger, est arrivé samedi au soir au bureau des affaires étrangères. Il a fait la traversée avec le lord Gower et sa suite.

(Morning-Post.)

Il s'est tenu hier un conseil du cabinet, à l'issue duquel l'ambassadeur d'Amérique a eu une audience des ministres de S. M.

Depuis trois semaines, sir Francis Burdett et Horne-Tookey se tiennent renfermés ensemble et préparent un discours sur l'état de la nation, qui sera prononcé par sir Francis à l'ouverture du parlement.

Une maison de commerce de la cité a reçu vendredi des lettres de New-York, datées du 12 du mois dernier, qui portent qu'à cette époque on s'attendait à un embargo général et immédiat, et qu'une entière suspension de commerce avec la Grande-Bretagne était considérée comme inévitable.

Le comité des négociants américains qui s'assembla jeudi à la taverne de Londres, n'a pu en venir à aucune décision sur la mesure de présenter un mémoire au gouvernement. On a cru devoir attendre la nouvelle de l'effet qu'auront produit en Amérique les derniers ordres du conseil. La motion d'ajournement a été emportée à la majorité de 11 contre 7.

L'avis suivant a été officiellement affiché à Glasgow:

« Londres, le 2 janvier 1808. — Commerce du Brésil. — Le conseil privé a ordonné qu'il fût préparé pour ce commerce des licences aux conditions suivantes: La licence devra être visée par le ministre portugais résidant dans cette capitale; l'envoi de la cargaison devra lui être remis; les vaisseaux devront s'arrêter à l'île de Sainte-Catherine, au sud de Rio-Janeiro, et y attendre les ordres du gouvernement portugais. On n'admettra d'autres marchandises que celles qui étaient admises ci-devant dans le Portugal, et elles paieront les mêmes droits d'entrée. »

Signé, Henri NODIN, agent.

INTERIEUR.

Paris, le 15 janvier.

Le vaisseau de S. M. l'*Patriote*, de 74 canons, capitaine Krohm, parti de la baie de Chesapeake, le 16 décembre, est arrivé en rade de l'île d'Aix le 4 de ce mois.

M. Monroe, ambassadeur des Etats-Unis en Angleterre, était de retour au 14 décembre: les papiers publics annonçaient que le sénat et le corps des représentants étaient réunis depuis ce moment sans aucune communication extérieure; on disait que les propositions faites par l'Angleterre, en redressement des nombreux griefs des Etats-Unis, étaient de nature à être fort mal reçues, et tout était à la guerre dans ce pays. Les papiers publics, les pamphlets, les sociétés de toute espèce retentissaient de sentiments d'indignation contre les Anglais.

Le capitaine Krohm a éprouvé de fort mauvais tems dans sa courte traversée. Il a rencontré à 400 lieues des côtes, le navire anglais la *Prosperité*, de 43 hommes d'équipage, capitaine Anderson, allant d'Irlande à New-York, démonté de son gouvernail, sans voiles, sans mâts, depuis onze jours le jouet des vagues, n'ayant plus que pour trois jours de pain, et sans espoir de salut. La mer était si grosse qu'il n'a pas fallu moins que le désir de sauver ces malheureux pour décider le capitaine Krohm à mettre ses embarcations dehors. Il y est heureusement parvenu, et a rendu à la vie 43 hommes qui étaient au désespoir.

Des nouvelles officielles de l'île de France, en date du 1^{er} octobre, viennent de parvenir au ministère de la marine. Dans cette Colonie et celle de la Réunion, tout était dans la meilleure situation, et on en reçoit les comptes les plus satisfaisants de toutes les parties de l'administration.

Lundi, 4 janvier, LL. MM. l'EMPEREUR et l'IMPERATRICE sont allées à l'atelier de M. David, voir le tableau représentant la cérémonie de leur couronnement. Elles étaient accompagnées de plusieurs dames du palais, de M. le maréchal Bessières, de M. le Brun, l'un des aides-de-camp de l'EMPEREUR, de plusieurs de leurs chambellans, de plusieurs pages. Leurs voitures étaient précédées et suivies d'une garde à cheval, le tout b.

Pour apprécier toutes les particularités de cette visite, où l'EMPEREUR semble avoir eu l'intention d'honorer les arts dans la personne de son premier peintre, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit le beau tableau de M. David.

Ce tableau a trente pieds de large et dix-neuf pieds de haut. On y voit plus de deux cents figures grandes comme nature. Voulu, avant qu'il était possible, représenter dans une seule action le couronnement de l'EMPEREUR et celui de l'IMPERATRICE, qui, lors de la cérémonie, n'eurent lieu que successivement l'artiste a choisi le moment où l'EMPEREUR, après avoir lui-même posé sur son front, l'une après l'autre, deux couronnes, vient d'y reprendre la seconde, et où l'élevant dans ses deux mains, il s'apprête à la placer sur la tête de son auguste épouse. Ces deux figures principales occupent le centre du tableau. L'EMPEREUR est debout sur une des marches de l'autel; l'IMPERATRICE est représentée à genoux, les mains jointes et élevées vers son souverain, en signe de reconnaissance et de respect. Cette belle figure a toute la dignité que le sujet pouvait exiger; elle a toute la noblesse et toute la grâce du modèle. A droite, près de l'EMPEREUR, et devant l'autel, est assis le pape. Le cardinal Fesch, grand aumônier; d'autres cardinaux, un évêque grec, un grand nombre de prélats italiens et français, le prince archichancelier, le prince architrésorier, le prince de Neuchâtel, le vice-roi d'Italie, le grand-écuyer, le prince de Ponte-Corvo; plus loin, le prince Murat, les maréchaux de Moncey, Serrurier, Bessières, et le grand-maître des cérémonies, sont groupés auprès de Sa Sainteté, et entourent l'autel. A gauche, près de l'IMPERATRICE, sont placées les reines de l'EMPEREUR, la reine de Naples, la reine de Hollande, les rois, frères de S. M.; les maréchaux Lefebvre, Perrignon, Kellermann, plusieurs dames d'honneur, et les chambellans des princesses. Sur le devant d'une tribune qui se trouve vers le milieu du tableau, se voient MADAME, mère de l'EMPEREUR, ses dames d'honneur et les officiers de sa maison; et dans le fond quelques hommes recommandables dans les lettres et dans les arts, que l'artiste y a placés, pour que toutes les parties de sa composition présentassent de l'intérêt. Dans une tribune voisine de celle-ci et sur le même rang, sont les ambassadeurs des puissances étrangères.

Lorsque Sa Majesté a jeté les yeux sur ce bel ouvrage, ses premières paroles ont exprimé la satisfaction que l'ensemble lui a causée. Elle disait en approchant du tableau: « Que cela est grand! quel relief ont tous les objets! Cela est bien beau! Quelle vérité! Ce n'est pas une peinture; on marche dans ce tableau. » Les regards de S. M. se sont d'abord fixés sur la tribune du centre: l'EMPEREUR a aussitôt reconnu MADAME, mère, et auprès d'elle Mme Soelt, Mme de Fontanges, M. de Cossé, M. de Laville, le général Beaumont; « j'aperçois plus loin, a-t-il dit, le bon M. Vien. » Oui; SIRE, a répondu M. David; j'ai voulu rendre hommage à mon maître, en le plaçant dans un tableau qui sera, par son objet, le plus important de mes ouvrages. Ce sentiment a été approuvé par S. M. qui a paru prendre plaisir à prouver à M. David qu'elle reconnaissait tous les personnages. Son attention s'est ensuite portée sur le groupe où elle est représentée elle-même prête à couronner l'IMPERATRICE. Elle a témoigné sa satisfaction par ces mots: « Le moment est bien choisi; l'action est bien indiquée; chacune des deux figures est très-bien. » S. M. l'IMPERATRICE unissant souvent sa voix à celle de son époux, pour adresser à l'artiste les éloges les plus flatteurs. Après quelques moments de silence, pendant lesquels l'EMPEREUR a paru faire un examen approfondi du tableau, Sa Majesté, employant des expressions pleines de bonté, daignant prendre les ménagements les plus délicats, a communiqué à M. David quelques observations. Le peintre, reconnaissant à leur justesse le tact fin, le goût exquis, les pensées profondes que S. M. l'EMPEREUR manifeste dans tous ses jugemens, quand il s'occupe des sciences et des arts, s'est engagé à perfectionner son tableau, en se conformant aux avis qui venaient de l'éclairer.

L'EMPEREUR est resté longtemps encore devant le tableau; il en a loué plusieurs fois et l'ensemble et toutes les parties. Enfin, le jour baissant,

Sa Majesté, sur le point de sortir, s'est arrêtée un instant devant l'artiste; elle a découvert son front, et a exprimé par une salutation, les sentiments de bienveillance qu'elle accorde à tous les grands talents.

Les amis des arts n'apprendront pas sans intérêt les détails d'une scène qui doit confirmer leurs légitimes espérances. Quelque satisfaction que M. David puisse éprouver de la visite que son souverain lui a faite, ce sentiment sera sans doute partagé par tous les artistes. Cette visite du prince, la pompe dont S. M. s'est environnée en se transportant dans l'atelier de son premier peintre, les témoignages de bonté dont elle l'a honoré, deviendront et pour les élèves, et pour les émules de cet habile maître, un juste sujet d'orgueil et d'encouragement. L'honneur accordé à l'artiste auquel la peinture doit, parmi nous, tant de succès, rejaillit sur notre école toute entière. Bientôt nous en reconnaitrons les salutaires effets aux chefs-d'œuvre qui seront enfants de toutes parts.

C'est par de tels moyens que le génie d'Alexandre enflammait le génie de Lysippe et celui d'Apelles; c'est ainsi que Charles V et Louis XIV honoraient le Titien et le Brun dans les ateliers mêmes de ces grands peintres, et que François Ier témoignait à Léonard de Vinci son estime et sa bienveillance. L'EMPEREUR a droit d'attendre des efforts encore plus grands des artistes qu'il sait si bien honorer, et auxquels les merveilles de son règne offrent de si nobles travaux.

DECRETS IMPÉRIAUX.

Au palais des Tuileries, le 11 janvier 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN.

Sur le rapport de notre ministre des finances, Vu nos décrets des 23 novembre et 17 décembre 1807,

Notre Conseil-d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Lorsqu'un bâtiment entrera dans un port de France ou des pays occupés par nos armées, tout homme de l'équipage ou passager qui déclarera au chef de la douane, que ledit bâtiment vient d'Angleterre, ou des colonies anglaises, ou des pays occupés par les troupes anglaises, ou qu'il a été visité par des vaisseaux anglais, recevra le tiers du produit net de la vente du navire et de sa cargaison, s'il est reconnu que sa déclaration est exacte.

II. Le chef de la douane qui aura reçu la déclaration indiquée dans l'article précédent, fera, conjointement avec le commissaire de police qui sera requis à cet effet, et les deux principaux préposés des douanes du port, subir, séparément, à chacun des hommes de l'équipage et passagers, l'interrogatoire prescrit par l'art. II de notre décret du 23 novembre 1807.

III. Tout fonctionnaire ou agent du Gouvernement qui sera convaincu d'avoir favorisé des contraventions à nos décrets des 23 novembre et 17 décembre 1807, sera traduit devant la cour criminelle du département de la Seine, qui se formera à cet effet en tribunal spécial, et pour suivi et puni comme coupable de haute trahison.

IV. Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret,

Signé, NAPOLÉON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire-d'état, Signé, H. B. MARET.

MINISTÈRE DU TRÉSOR-PUBLIC.

Paiement de la dette publique, à effectuer à Paris, du lundi 18 janvier 1808, au samedi 23; savoir:

DETTE VIAGÈRE ET PENSIONS.

Semestre échu le 22 décembre 1807.

Dette viagère.

(1^{re} classe ou sur une tête.)

Bureaux 1 du n° 1 au n° 1000	2500
2 du n° 1101 à 2000	14000
3 du n° 2101 à 3000	25500
4 du n° 3101 à 4000	37000
5 du n° 4101 à 5000	48500
6 du n° 5101 à 6000	60500

(2^e classe ou sur 2 têtes.)

1 du n° 1 à 1000	2800
2 du n° 1101 à 2000	19200

(3^e et 4^e classes ou sur 3 ou 4 têtes.)

1 du n° 1 à 1000	500
------------------	-----

Pensions ecclésiastiques.

Bureaux 9 du n° 1 à 1000	18000
--------------------------	-------

Pensions civiles.

10 du n° 1 à 1000	4000
-------------------	------

Pensions nouvelles intégrales.

10 du n° 1 à 1000	500
-------------------	-----

Pensions des veuves des Défenseurs de la Patrie.

11 du n° 1 à 1000	4000
-------------------	------

Les lundi 18, mercredi 20, et vendredi 22 janvier.

N. B. Le tableau ci-dessus est le développement des numéros portés dans la 5^e colonne de l'affiche générale, comme devant être payés dans la 5^e semaine. — (Voyez le Moniteur du 20 décembre.)

PAIEMENT DES SEMESTRES ARRIÉRÉS.

Cinq pour cent consolidés.

Le mardi 19 janvier, depuis le 1^{er} semestre au 11 jusqu'au semestre échu le 22 septembre 1807 inclusivement; par tous les bureaux.

N. B. Les jeudi, vendredi et samedi 21, 22 et 23 janvier, sont réservés dans tous les bureaux pour la vérification des paiements dans les départements, excepté le vendredi aux bureaux 7, 8, 9, 10 et 11.

Les bureaux de paiement seront ouverts à neuf heures du matin.

LOTÉRIE IMPÉRIALE.

TIRAGE DE STRASBOURG, du 11 janvier.

17. 8. 55. 7. 71.

TIRAGE DE BORDEAUX, du 12 janvier.

74. 23. 15. 82. 69.

TIRAGE DE PARIS, du 15 janvier.

1. 17. 76. 21. 47.

GRAVURES.

Portrait de S. M. l'Impératrice des Français, Reine d'Italie, peint d'après nature, par J. A. Laurent, et gravé au burin par P. Audouin, membre de l'Académie impériale des arts de Vienne.

Cette estampe, dont l'exécution est dans toutes ses parties pleine de grâces, et dirigée par un goût très-remarquable, se fait distinguer parmi les productions de cette nature, par le moelleux et le fini du burin et un très-grand mérite de ressemblance. Elle est dans les mêmes proportions, et destinée à faire pendant avec le portrait de S. M. l'EMPEREUR et ROI, au-dessous duquel on voit un bas-relief représentant la bataille d'Austerlitz. Au dessous de celui-ci est également un bas-relief offrant la grande scène du couronnement.

Hauteur 15. pouces, largeur 16. pouces. Prix, épreuves avec la lettre grise, 12 fr.; premières épreuves avec la lettre blanche, 24 fr. Il y a encore un petit nombre de premières épreuves avec la lettre blanche, prix 48 fr.

Paris, chez P. Audouin, rue Neuve-Saint-Marc, n° 10. On est prié d'affranchir les lettres et l'argent.

LIVRES DIVERS.

La Tenue des Livres en double partie, appliquée à la comptabilité d'un receveur-général, à celle d'un receveur d'arrondissement et même à une comptabilité générale quelconque, comme à celle des banquiers et négociants; comprenant la manière abrégée de faire, tous les mois, la

balance générale des comptes tenus en double partie; par M. Edmond Desgrange, arbitre en matière de commerce, membre de la Société académique des sciences.

Prix, 3 fr., et 3 fr. 50 c. franc de port.

A Paris, chez M^{me} Hocquart, rue de l'Eperon, n° 6; et à Bordeaux, chez Filliatre, freres, au Chapeau-Rouge. — 1808.

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

CHANGES EXTÉRIEUR ET INTÉRIEUR.

	à 30 jours.	à 90 jours.
	fr. c.	fr. c.
Amsterdam bo.	54 $\frac{5}{8}$	55
— Courant...	56 $\frac{1}{2}$	56 $\frac{3}{4}$
Hambourg...	180 $\frac{1}{2}$	180
Madrid eff.	15 30	15 30
— vales...		
Cadix effec.	15 45	15 30
— vales...		
Barcelonne eff.		
Lisbonne...	465 r	470 r
Livourne...	502	500
Naples...		
Milan...	81 s 6 d. p. 6	81 s 9 d. p. 6
Bâle...	$\frac{1}{2}$ p.	$\frac{1}{2}$ p.
Francfort...		
Auguste...	252	250
Vienne...	120	
St.-Petersbourg.		
Lyon...	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Marseille...	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Bordeaux...	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Montpellier...	$\frac{1}{2}$ p.	
Gênes effect.	4 71	4 68
Genève...		161

EFFETS PUBLICS.

Cinq p. 100 c. j. du 22 sept. 1807.	86 fr. 50 c.
Idem. jous. du 22 mars 1808.	84 fr. c.
Rescriptions sur domaines.	92 fr. c.
Actions de la Banque de France.	1267 fr. 50 c.

Entreprises particulières.

Actions de la Caisse des rentiers.	fr. c.
Actions des Ponts, j. du 1 ^{er} janv.	1141 fr. c.
Actions des fonderies de Vaucluse.	fr. c.

SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui, Bal masqué. — Demain, Égypte à Colonne, et le Déserteur.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui, le Tartuffe, et l'Ecole des Bourgeois.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui, la Manie de briller, les Conjectures, et l'Artiste par amour.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui, Montano et Siéphanie, et la Fausse Magie; M^{lle} Duval continuera ses débuts.

Théâtre du Vaudeville, rue de Clugny. Aujourd'hui, Rien de trop, la Marchande de Modes, et la Matinée et la Veillée.

Théâtre des Variétés, boulevard Montmartre. Aujourd'hui, l'Intrigue sur les Toits, les Chevilles de Maître Adam, Romainville, et le Désespoir de Jocrisse.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Aujourd'hui, la 1^{re} repr. de l'Héroïsme des Femmes, mél. en 3 act. à gr. spect., et Tapin.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui, Sazkem ou le Corsaire, et l'Adrienne de Courtenai.

Salle Montansier, palais du Tribunal. Aujourd'hui, la troupe de M. Ravel donnera des exercices nouveaux.

Panorama. Les vues de la ville d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre; depuis dix heures du matin jusqu'à six. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal; l'entrée est par la cour des Fontaines, n° 1. — Tous les jours, à huit heures du soir.

Théâtre de la Nouveauté, rue de Grenelle Saint-Honoré, hôtel des Fermes. M. Ojivet donnera tous les jours, à huit heures, une représentation. Il doublera de rôle pour mériter les suffrages du public.

Spectacle pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue de la Fontaine-Michardière, carrefour Gaillon. Spectacle tous les jours, à sept heures demie, et continuation de l'intéressante collection de Pièces nouvelles annoncées par les affiches. — Prix des places, 3 fr., 2 fr. et 1 fr.